



COMMUNIQUE FINANCIER A L'OCCASION DE LA PRESENTATION DES COMPTES CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2010

Villeneuve sur Lot, le 13 décembre 2010, 17h45

SOMMAIRE

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES	2
2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL ET IMPOT RELATIF AUX AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	5
3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	6
4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	8
5. ELEMENTS CONSTITUTIFS DU RESULTAT ET DU BILAN CONSOLIDES.....	9
6. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	20
7. EVOLUTION PREVISIBLE ET OBJECTIFS POUR 2010/2011	22
8. ELEMENTS DE REFLEXION STRATEGIQUE A MOYEN TERME	25
9. INFORMATIONS A CARACTERE JURIDIQUE ET FINANCIER.....	26



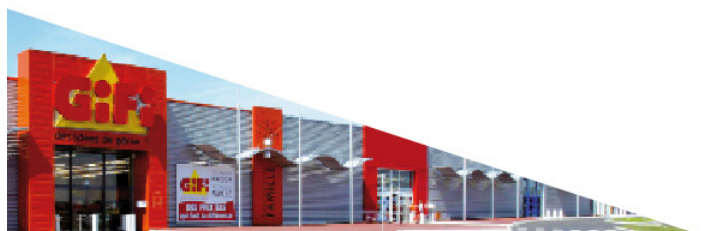


Le Conseil d'Administration de GIFI, réuni le 13 décembre 2010, a arrêté les comptes de l'exercice 2009/2010.

Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis après finalisation des procédures requises pour les besoins de la publication du rapport financier annuel.

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

ACTIF (K€)	30/09/2010	30/09/2009
Actifs non courants		
. Immobilisations corporelles	66 004	70 431
. Goodwill	54 632	54 192
. Immobilisations incorporelles	7 095	7 175
. Instruments financiers	0	181
. Autres actifs financiers	20 534	4 153
. Impôts différés actif	9 347	16 491
. Actifs financiers disponibles à la vente	7	8
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	157 619	152 631
Actifs Courants		
. Stocks	190 497	174 993
. Clients et autres débiteurs	11 145	8 655
. Autres créances	33 558	25 043
. Instruments financiers	403	1 151
. Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 899	21 344
TOTAL ACTIFS COURANTS	272 502	231 186
TOTAL DES ACTIFS	430 121	383 817





PASSIF (K€)	30/09/2010	30/09/2009
Capitaux propres part du Groupe		
. Capital apporté	44 762	44 762
. Autres réserves	3 490	117 264
. Résultats accumulés non distribués	168 662	26 442
Total part du Groupe	216 914	188 468
Intérêts minoritaires	2 082	2 592
TOTAL CAPITAUX PROPRES	218 996	191 060
Passifs non courants		
. Emprunts	47 263	54 322
. Provisions	9 431	7 997
. Instruments financiers	1 266	2 216
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	57 960	64 535
Passifs courants		
. Emprunts	41 185	27 456
. Fournisseurs et autres créanciers	102 626	92 658
. Instruments financiers	2 081	1 650
. Impôt exigible	7 273	6 458
TOTAL PASSIFS COURANTS	153 165	128 222
TOTAL DES PASSIFS	211 125	192 757
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	430 121	383 817





COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (K€)	30/09/2010	30/09/2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	635 605	610 591
. Autres produits de l'activité	0	242
. Achats consommés	-279 964	-278 698
. Charges de personnel	-62 274	-55 984
. Charges externes	-185 597	-193 893
. Impôts et taxes	-12 934	-12 372
. Amortissements	-22 382	-22 131
. Perte de valeur	-5 202	101
. Autres produits d'exploitation	2 628	5 601
. Autres charges d'exploitation	-3 914	-3 119
. Autres produits opérationnels	0	0
. Autres charges opérationnelles	-3 349	0
RESULTAT OPERATIONNEL	62 617	50 338
. Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-5	153
. Coût de l'endettement financier brut	-2 787	-3 983
. Coût de l'endettement financier net	-2 792	-3 830
. Autres produits financiers	3 763	179
. Autres charges financières	-1 292	-3 118
. Charge d'impôt	-22 780	-16 842
. Quote-part du résultat net des stés en équivalence	0	0
Résultat net des activités poursuivies	39 516	26 727
RESULTAT NET	39 516	26 727
* Part du Groupe	39 494	26 442
* Intérêts minoritaires	22	285
Résultat net (part du groupe) par action	5,99	4,02
Résultat net (part du groupe) dilué par action	6,06	4,17





2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL ET IMPOT RELATIF AUX AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DU RESULTAT GLOBAL (K€)	30/09/2010	30/09/2009
Résultat de l'ensemble consolidé	39 516	26 727
Variation du montant des écarts de conversion	125	-171
Variation de juste valeur des instruments financiers	- 2 542	-1 269
Impôts sur les opérations en capitaux propres	847	-170
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôts	- 1 569	-1 610
Résultat global de l'ensemble consolidé	37 947	25 117
<i>Résultat global, part des minoritaires</i>	22	619
<i>Résultat global, part du Groupe</i>	37 925	24 498

IMPOT RELATIF AUX AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (K€)	30/09/2010			30/09/2009		
	Avant impôt	(Charge) Produit d'impôt	Net d'impôt	Avant impôt	(Charge) Produit d'impôt	Net d'impôt
Variation du montant des écarts de conversion	125	0	125	-171	0	-171
Variation de juste valeur des instruments financiers	- 2 542	847	- 1 695	-1 269	-170	-1 439
Autres éléments du résultat global	- 2 417	847	- 1 569	-1 440	-170	-1 610





3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(K€)	30/09/2010	30/09/2009
Activités d'exploitation :		
Résultat net, part du Groupe	39 494	26 442
Intérêts minoritaires	22	285
Dotations aux amortissements et provisions nettes (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	23 562	23 723
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	0	0
Charges et produits liés aux stock-options	488	195
Plus ou moins value de cession	-18	-421
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	22 780	16 842
Marque brute d'autofinancement	86 328	67 066
Impôts versés/reçus	-21 414	-13 139
Variation du besoin en fonds de roulement	-9 213	26 401
FLUX NET DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	55 701	80 328
Activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-15 995	-16 608
Acquisition de sociétés consolidées	-675	431
Acquisition des actifs financiers	-18 855	-1 073
Investissements	-35 525	-17 250
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	924	2 235
Diminution des actifs financiers	1 163	733
Cession de sociétés consolidées	0	0
Désinvestissements	2 087	2 968
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-33 438	-14 282
Activités de financement :		
Augmentation de capital	0	0
Cession (acquisition) de titres d'autocontrôle	-462	-2 301
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-9 501	-7 601
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-101	-344
Réduction de capital	0	0
Opérations sur les capitaux propres	-10 064	-10 246
Emissions d'emprunts (a)	14 576	39 198
Remboursements d'emprunts (b)	-18 107	-82 142
Opérations sur les emprunts	-3 531	-42 944
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-13 595	-53 190
Effet de change	-1 570	-1 610
Flux nets de trésorerie relatifs aux activités cédées ou en cours de cession	0	0
TOTAL DES FLUX DE TRESORERIE	7 098	11 244
Trésorerie d'ouverture (c)	10 573	-671
Trésorerie de clôture (c)	17 671	10 573

(a) dont billet de trésorerie et crédit-revolving

0 0

(b) dont billet de trésorerie et crédit-revolving

0 -65 000





(c) Réconciliation entre la trésorerie d'ouverture et de clôture et les comptes présentés au bilan

Au 30 septembre 2009 (en milliers d'euros)

Trésorerie et équivalent trésorerie :	21 344
Banques créditrices (inclus dans les emprunts court terme) :	-10 605
Intérêts courus (inclus dans les emprunts court terme) :	-166
Total :	10 573

Au 30 septembre 2010 (en milliers d'euros)

Trésorerie et équivalent trésorerie :	36 899
Banques créditrices (inclus dans les emprunts court terme) :	-18 821
Intérêts courus (inclus dans les emprunts court terme) :	-407
Total :	17 671





4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(K€)	30/09/2010	30/09/2009
Capitaux propres au début de l'exercice	191 060	175 005
Dividendes versés	-9 602	-7 945
Annulation actions propres	-462	-2 301
Variations de périmètre	-434	431
Prime d'émission d'OBSAAR	0	530
Instruments financiers (IAS 39)	-1 695	-1 439
Autres variations (1)	613	53
Capitaux propres à la date de clôture/d'arrêté hors résultat	179 480	164 334
<i>Part du Groupe</i>	<i>177 419</i>	<i>162 026</i>
<i>Part des minoritaires</i>	<i>2 060</i>	<i>2 308</i>
Résultat de l'exercice	39 516	26 726
<i>Part du Groupe</i>	<i>39 494</i>	<i>26 442</i>
<i>Part des minoritaires</i>	<i>22</i>	<i>284</i>
Capitaux propres à la date de clôture/d'arrêté y compris résultat	218 996	191 060

(1) Au 30/09/2010 : 125 K€ d'écart de conversion
488 K€ liés aux plans de stock-options.





5. ELEMENTS CONSTITUTIFS DU RESULTAT ET DU BILAN CONSOLIDES

Commentaires sur le compte de résultat :

Chiffre d'affaires et activité

Chiffre d'affaires HT consolidé en M€	2009/2010	2008/2009	Croissance
1 ^{er} trimestre (01/10-31/12)	204,6	203,6	+ 0,5%
2 ^{ème} trimestre (01/01-31/03)	129,4	122,9	+ 5,2%
3 ^{ème} trimestre (01/04-30/06)	147,4	141,1	+ 4,3%
4 ^{ème} trimestre (01/07-30/09)	154,2	143,0	+ 7,8%
<i>Cumul 12 mois</i>	635,6	610,6	+ 4,1%

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2010 s'élève donc à 635,6 M€ contre 610,6 M€ au 30 septembre 2009, soit une progression de l'activité de 4,1%.

Cette performance a pu être atteinte grâce à la hausse du panier moyen qui progresse de 2,3% en France et de 3,5% en Belgique et grâce à l'ouverture de 30 nouveaux magasins à l'enseigne GIFI.

Le chiffre d'affaires à réseau constant qui avait démarré l'année avec des indices négatifs s'est progressivement rapproché d'une croissance nulle avant de croître de 3% environ sur le dernier trimestre.

Cette évolution s'explique par un effet de base défavorable sur le premier semestre et par l'aggravation de la crise économique et ses conséquences progressives sur le pouvoir d'achat des français.

Les évolutions de chiffre d'affaires par pays sur l'année entière ont été les suivantes :

- France = + 2,6%
- Belgique = - 1,5%
- Italie = - 4,5%
- Espagne = + 2,8%

Le chiffre d'affaires de la Belgique est impacté négativement par la fermeture de 3 magasins. A magasin constant, le chiffre d'affaires de la Belgique est presque stable. Compte tenu de la base de chiffre d'affaires beaucoup plus faible qu'en France, cette performance n'est pas satisfaisante et explique les mesures de restructurations engagées en Belgique.

Le chiffre d'affaires de l'Espagne est, quant à lui, impacté positivement par l'ouverture du magasin de Parla en début d'année. A magasin constant, l'activité de l'Espagne est en forte régression de 17%.

La Direction du pays a été confiée à un nouveau dirigeant et l'ensemble des directeurs de magasins ont été renouvelés ces derniers mois afin de rétablir la situation dans ce pays.





Le nombre de magasins ouverts sur l'exercice est nettement supérieur à l'année précédente (30 ouvertures dont 4 concessions d'enseigne en 2009/2010 contre 21 ouvertures dont 7 concessions d'enseigne en 2008/2009).

Ces 30 ouvertures comprennent les 7 magasins « Cash Affaires » transformés en GIFI sur l'année. La surface moyenne des ouvertures est donc inférieure à l'année dernière (1 240 m² contre 1 490 m²).

Le nombre de fermetures sur l'exercice est de 6 magasins contre 3 l'année précédente.

Les 30 magasins ouverts sur l'exercice sont situés en France métropolitaine pour 29 d'entre eux (25 magasins intégrés et 4 concessions d'enseigne).

- 25 magasins intégrés :
Artigues près Bordeaux (33), Aumale (76), Bailleul (59), Begard (22), Carhaix (29), Château Gontier (53), Château Thierry (02), Chinon (37), Concarneau (29), Fenouillet (31), Fumel-Montayral (47), Gournay en Bray (76), Landivisiau (29), La Ville aux Dames (37), Le Pian-Médoc (33), Lesneven (29), Locminé (56), Loisin Douvaine (74), Loudéac (22), Metz (57), Paimpol (22), Raismes-Valenciennes (59), St Pol de Léon (29), Tignieu-Jameyzieu (38), Vitry sur Seine (94).
- 4 magasins en concession d'enseigne : Auray (56), Clermont l'Hérault (34), Marseille Jeanne d'Arc (13), St Jean de Soudain (38).
- Le trentième magasin ouvert est celui de Parla (banlieue de Madrid) en Espagne.

Par ailleurs, 6 magasins ont été transférés et/ou agrandis :

Albi-Fonlabour (81), Figeac-Capdenac (46), Granville (50), La Flèche (72), Le Puy en Velay (43), Saintes (17).

Les 6 magasins fermés sont les suivants :

- Par manque de rentabilité : Corte (Corse), Eisdén (Belgique), Epinay-sur-Seine (93), Geel (Belgique), Ronse (Belgique) ;
- Le magasin de Betting les St Avoild (57) a dû être fermé en février 2010 à cause de l'effondrement partiel de sa toiture sous le poids de la neige.

Au 30 septembre 2010, le Groupe exploitait 345 magasins.

Autres éléments du résultat :

Les achats consommés représentent 44,1% du chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 contre 45,6 % au 30 septembre 2009. La marge brute est donc de 55,9% cette année contre 54,4% l'année dernière, en hausse importante de 1,5 point.

Cette évolution de la marge brute résulte de plusieurs phénomènes, parfois opposés.

Les éléments favorables à la marge ont été nombreux et expliquent la hausse importante de la marge cette année :

- L'évolution du mix-produits continue à être favorable (79,5% de produits vendus en France étaient des produits achetés par la Centrale d'Achats GIFI Diffusion contre 77,3 % l'année dernière).





- La marge « sortie de caisse » s'est améliorée de 1,3 point grâce à un effet dollar favorable sur le début de l'année, aux effets du sourcing sur les prix d'achat et à une bonne maîtrise des remises en magasin (6 millions € de remises de moins que l'année dernière).
- Les coûts logistiques ont augmenté en valeur de 10% environ, mais moins vite que le montant des achats importés qui a augmenté de 34%. Les coûts de transport vers les magasins ont diminué de 27,6% alors que les approvisionnements correspondants sont restés stables en valeur. Ces évolutions des coûts logistiques et de transport contribuent positivement à l'évolution de la marge centrale.

Inversement, les coûts d'approvisionnement amont ont sensiblement augmenté à cause de la forte hausse du prix du fret maritime qui représente en moyenne un peu plus de 13% des achats importés d'Asie contre 8,7% l'année précédente. Cet effet a été amplifié avec la remontée du cours de l'US dollar en fin d'année.

De même, la démarque inconnue a très légèrement augmenté et a contribué à la dégradation de la marge de 0,15 point environ.

Enfin, les opérations de déstockage de palettes (ventes aux enchères publiques) ont été plus importantes cette année et ont dégradé la marge consolidée de 0,6 point contre 0,4 point l'année dernière.

Frais généraux et salaires

L'ensemble des frais généraux et des charges de personnel s'élève à 247,9 millions € au 30 septembre 2010 contre 249,9 millions € au 30 septembre 2009, soit une baisse de 0,6%.

Cette évolution contribue très favorablement à la hausse de la rentabilité compte tenu d'un chiffre d'affaires en hausse de 4,1% et des 24 magasins supplémentaires.

Les principaux postes de frais généraux en baisse sont :

- les fournitures de magasins et de bureaux (-2,1 millions €) ;
- les prestations et la sous-traitance extérieure (-2,5 millions €) ;
- les frais de publicité (-3,8 millions €) ;
- les autres charges externes (-2,3 millions €).

La baisse des prestations et sous-traitance extérieure concerne principalement :

- les prestations informatiques de la « centrale » : -0,6 million €,
- le stockage extérieur et le transport magasin : -0,8 million €,
- le nettoyage et l'entretien des magasins : -0,3 million €,
- les surestaries : -0,4 million €.

Le seul poste en hausse significative dans ce regroupement de frais concerne les différentes taxes écologiques (D3E, etc...) qui augmentent de 0,4 million €.

La baisse des autres charges externes concerne principalement :

- les frais de déplacement et de réception (séminaire l'année dernière en juin 2009),
- l'intérim en magasin (en baisse de 1 million €),
- les charges bancaires (émission d'OBSAAR l'année dernière).





La plupart des autres postes de frais généraux augmente, mais cette augmentation est moins rapide que celle du chiffre d'affaires ou du nombre de magasins alors même qu'il s'agit de charges variables en totalité. Ces performances méritent d'être soulignées :

- Les loyers augmentent de 1,5 million € seulement grâce à la baisse de l'indice du coût de la construction;
- Les charges d'entretien et maintenance augmentent de 0,25 million € ;
- Les frais postaux et de télécommunication sont stables ;
- Les coûts de l'énergie (principalement l'électricité) augmentent de 0,1 million € (+0,8%) alors même que les tarifs ont été fortement relevés.

Le seul poste en hausse sensible concerne les primes d'assurance qui ont fortement augmenté suite aux 3 sinistres intervenus en 2008/2009. La hausse est de 0,7 million €.

Les prestations facturées par les mandats de gestion sont stables à 44,7 millions € contre 44,6 millions € l'année dernière (+0,25%) avec une très légère baisse du nombre moyen de mandats sur l'année (146,5 mandats en moyenne en 2008/2009 et 146,1 mandats en moyenne en 2009/2010).

Les charges de personnel augmentent de près de 6,3 millions €, en hausse de 11,2%. C'est le poste de frais en plus forte hausse. Toutefois il doit être analysé en détail.

Tout d'abord, les frais d'intérim en magasins diminuent d'environ 1 million €.

Ensuite, le nombre de mandats étant stable, le nombre de magasins avec des salariés s'est donc accru de 24 unités.

Enfin, l'impact de l'intéressement et de la participation représente +1,5 million €. Si l'on retranche 1,5 millions € d'impact de la participation et de l'intéressement et 1 million € d'économie sur l'intérim, le coût de la main d'œuvre ne s'accroît donc pas de 6,3 millions mais seulement de 3,8 millions € par rapport à l'année dernière. Cela représente une hausse de 3,8%, soit une augmentation moins rapide que celle du chiffre d'affaires.

Il y a donc bien eu une amélioration de la productivité.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes s'élèvent à 12,9 millions € au 30 septembre 2010 contre 12,4 million € au 30 septembre 2009, soit une hausse de 4,5%.

La suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par la CET n'a pas eu d'impact significatif pour le Groupe GIF.





Amortissements et provisions

Les amortissements et provisions s'élevèrent à 22,4 millions € au 30 septembre 2010 contre 22,1 millions € au 30 septembre 2009.

La décomposition entre amortissements et provisions est la suivante :

- dotation nette aux amortissements à hauteur de 21,7 millions € au 30 septembre 2010 contre 19,6 millions € au 30 septembre 2009,
- dotation nette aux provisions pour risques et charges de 0,7 million € au 30 septembre 2010 contre 2,6 millions € au 30 septembre 2009.

Les amortissements sont majorés cette année par rapport à l'année dernière par des dépréciations exceptionnelles des actifs en Belgique à hauteur de 1,5 million €.

Les provisions pour risques ont été impactées par les dotations suivantes pour un total de 3,9 M€ :

- litige contrefaçon : 0,9 million €,
- litige fournisseurs : 0,7 million €,
- litige prud'hommes : 0,5 million €,
- litige concernant les salaires, les charges sociales et les taxes : 1,2 million €,
- augmentation de la provision pour indemnité de départ à la retraite : 0,2 million €.

Les reprises de provision s'élevèrent à 3,2 millions € et concernent des litiges en contrefaçon (0,6 million €), des litiges fournisseurs (0,2 million €), des litiges prud'hommes (0,3 million €) et des litiges concernant les taxes et charges sociales (1,4 million €).

Pertes de valeur

Les pertes de valeur correspondant à 3 natures de dépréciation :

- les dotations aux provisions pour dépréciation des stocks,
- les dotations aux provisions pour dépréciation des créances,
- les dotations aux provisions pour dépréciation des écarts d'acquisition.

Les pertes de valeur se sont élevées à 5,2 millions € au 30 septembre 2010 alors qu'elles étaient nulles au 30 septembre 2009.

Elles contribuent négativement au résultat opérationnel pour ce montant.

La ventilation par nature est la suivante :

- une dotation nette de 3,7 millions € à la provision pour dépréciation des stocks contre une reprise nette de 1,4 million € au 30 septembre 2009, soit un effet négatif sur le résultat de 5,1 millions €.
- une dotation nette aux provisions pour dépréciation des créances de 1 million € au 30 septembre 2010 (créances clients et chèques impayés) contre une dotation nette de 0,9 million € au 30 septembre 2009, soit un effet négatif sur le résultat de 0,1 million €.





Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent en :

- 2,6 millions € d'autres produits d'exploitation au 30 septembre 2010 contre 4,7 millions € au 30 septembre 2009.
- 3,9 millions € d'autres charges d'exploitation au 30 septembre 2010 contre 3,1 millions € au 30 septembre 2009.
- 0,4 million € de profit sur cession d'immobilisations au 30 septembre 2010 contre un profit de même nature de 0,9 million € au 30 septembre 2009.

Les autres produits d'exploitation au 30 septembre 2010 incluent principalement :

- les redevances et droits d'entrée versés par les franchisés pour 0,9 million €,
- des régularisations et des dégrèvements sur différentes taxes pour 0,4 million €,
- des profits divers sur des factures fournisseurs âgées de plus de 3 ans non réclamées pour 0,3 million €.

Les autres charges d'exploitation au 30 septembre 2010 incluent principalement :

- l'indemnité payée au prestataire Gedis suite à la condamnation de GIFI en 1^{ère} instance : 2,0 millions €,
- des transactions avec des fournisseurs (dont Sistac) pour 0,4 million €.

Globalement, le résultat net des autres produits et charges d'exploitation est négatif de 1,3 million € alors qu'il était positif de 2,5 millions € au 30 septembre 2009.

Au total, après prise en compte de tous les éléments constituant le résultat opérationnel courant, celui-ci s'élève à 66,0 millions € au 30 septembre 2010 contre 50,3 millions € l'année précédente, en hausse de 31%.

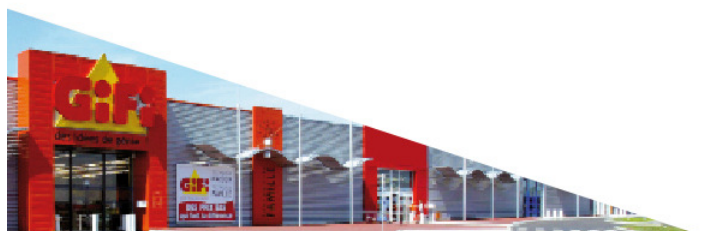
Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles correspondent en normes internationales aux éléments exceptionnels (au sens de non-récurrent) et significatifs.

Il n'existait pas de telle charge l'année dernière.

Pour cet exercice 2009/2010, les charges exceptionnelles directement liées à la restructuration des magasins belges (provisions complémentaires sur les stocks pour 2,7 millions €, provisions pour licenciement pour 0,4 million € et provision pour indemnités de loyers à payer pour 0,2 million €) ont été comptabilisées en autres charges opérationnelles.

Les provisions « récurrentes » sur les stocks et les dépréciations d'actif non liées à la restructuration sont restées classées en résultat opérationnel.





Résultat Financier

Le résultat financier en normes IFRS se décompose en deux lignes :

- le coût de l'endettement financier net qui regroupe tous les intérêts versés et reçus,
- les autres produits et charges financiers dans lesquels sont comptabilisés principalement les variations de valeur de marché des instruments financiers (couverture de taux de change et de taux d'intérêt).

Le coût de l'endettement net s'élève à 2,8 millions € au 30 septembre 2010 contre 3,8 millions € au 30 septembre 2009 (soit un gain en résultat de 1 million €).

Les autres produits et charges financiers se traduisent par un profit de 2,5 millions € cette année alors que l'année dernière, le solde était une perte de 2,9 millions € (soit un gain en résultat de 5,4 millions €).

Pour ce qui concerne le coût de l'endettement net, le maintien de taux d'intérêt historiquement très bas au cours de cet exercice 2009/2010 et la baisse continue de l'endettement net de GIFI sur la même période ont permis une nouvelle baisse significative de ces charges financières.

Cet effet bénéfique est toutefois limité, comme l'année dernière, par certaines couvertures de taux d'intérêt mises en place il y a maintenant 2 ans 1/2 -à l'époque de la hausse des taux d'intérêt- qui ne permettent pas de bénéficier totalement de la baisse des taux d'intérêt.

L'évolution très favorable des autres produits et charges financiers conduit à une amélioration de 5,4 millions € du résultat net 2009/2010 comparé à celui de 2008/2009.

La valeur de marché des couvertures de change et d'intérêt s'était dégradée considérablement entre le 30 septembre 2008 et le 30 septembre 2009, sous l'effet de la baisse conjuguée du dollar et des taux d'intérêt, d'où une charge importante de 2,9 millions € dans les comptes de l'année dernière.

Cette année avec la remontée du dollar US vers des niveaux plus normaux, les couvertures de change anciennes qui avaient une valeur négative sont redevenues positives et ont dégagé un profit de 2,5 millions €.

Le différentiel en résultat de 5,4 millions € (2,5 millions € de profit cette année contre 2,9 millions € en pertes l'année dernière) s'explique par ce mécanisme.

Pour rappel, la parité USD contre Euro était de 1,46 au 1^{er} octobre 2009 au début de l'exercice, et de 1,36 le 30 septembre 2010, à la clôture.

Le même phénomène existe pour les couvertures de taux d'intérêt mises en place il y a 2 ans 1/2 à l'époque de la hausse des taux.

Le taux de l'Euribor 3 mois qui sert de base à quasiment tous les emprunts chez GIFI était de 4,79% en septembre 2007 et de 5,28% en septembre 2008 ; il est tombé à 0,75% au 30 septembre 2009 et est remonté à 0,89% le 30 septembre 2010.

La remontée est encore faible et l'impact sur la valorisation des couvertures en place peu significatif (0,1 million € de profit sur cet exercice), mais pourrait jouer favorablement si la remontée des taux d'intérêt se poursuit.





Résultat avant impôt

Compte tenu de cet effet très positif des couvertures de change et d'intérêt sur le résultat financier, le résultat avant impôt est à peine inférieur au résultat opérationnel à 62,3 millions €, en forte progression par rapport au 30 septembre 2009 (+18,7 millions €, soit +43%).

La charge d'impôt s'élève à 22,8 millions € au 30 septembre 2010 contre 16,8 millions € au 30 septembre 2009, soit un taux d'impôt apparent de 36,6 % en 2010 contre 38,7% en 2009.

Résultat net

Après prise en compte de l'impôt, le résultat net au 30 septembre 2010 atteint donc 39,5 millions € contre 26,7 millions € au 30 septembre 2009, en progression de 47,9%.

Le résultat net part du groupe s'élève quant à lui à 39,5 millions € au 30 septembre 2010 contre 26,4 millions € au 30 septembre 2009, soit une hausse de 49,4%.

Commentaires sur le bilan :

Le bilan consolidé du groupe GIFI au 30 septembre 2010 aux normes IFRS présente les évolutions majeures suivantes :

Actifs non courants

Les immobilisations corporelles s'élèvent en valeur nette à 66,0 millions € au 30 septembre 2010 contre 70,4 millions € au 30 septembre 2009.

Globalement, les dotations aux amortissements sur les magasins existants (20 millions € environ) sont supérieures aux investissements de l'exercice dans les nouveaux magasins (16 millions € environ) ; ce qui explique la baisse de la valeur nette des immobilisations corporelles de plus de 4 millions €.

Malgré un nombre d'ouvertures et de transferts-agrandissements de magasins intégrés plus important que l'année dernière (26 ouvertures et 6 transferts-agrandissements en 2009/2010 contre 14 ouvertures et 3 transferts-agrandissements en 2008/2009), les investissements annuels sont restés identiques (de l'ordre de 16 millions €).

Ceci s'explique par la présence de 7 magasins « Cash Affaires » transformés en GIFI dans la liste des 26 ouvertures. Pour ces magasins les investissements n'ont pas dépassé 50 000 € par ouverture, loin des montants investis pour des magasins neufs.

A l'inverse, les dotations aux amortissements ont été plus élevées cette année 2009/2010 que l'année précédente, en particulier à cause de dotations exceptionnelles aux amortissements sur les actifs de la Belgique pour plus de 1,5 million €.

Les « goodwill » s'élèvent à 54,6 millions € en valeur nette au 30 septembre 2010 contre 54,2 millions € au 30 septembre 2009. Ce léger accroissement provient exclusivement de l'acquisition de fonds de commerce lors des ouvertures des magasins de Château-Thierry, Château-Gonthier, Gournay en Bray, Artigues et Aumale.





Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels. La variation n'est pas significative (-0,1 million €).

Les impôts différés actifs s'élevaient à 9,3 millions € au 30 septembre 2010 contre 16,5 millions € au 30 septembre 2009.

Ces impôts différés correspondent à des différences temporaires entre les comptes fiscaux et les comptes consolidés aux normes IFRS et aux déficits fiscaux reportables des filiales lorsque leur probabilité d'utilisation est forte.

La baisse des impôts différés actifs est essentiellement due à la déduction fiscale d'un certain nombre de pertes (créances M2G, pertes de l'année dernière des magasins belges et espagnols) qui n'avaient pas été déduites jusqu'ici et faisaient donc l'objet d'une économie future d'impôt (impôt différé actif dans le langage comptable).

Il faut aussi ajouter les déficits fiscaux de GIFI Mag antérieurs à son intégration fiscale qui ont pu être imputés car cette entité est bénéficiaire pour la première fois cette année. La déduction de ces pertes et déficits du résultat imposable de cette année fait donc mécaniquement décroître le montant de l'impôt différé actif.

Les autres actifs financiers augmentent de 16,4 millions €.

Il s'agit essentiellement de la trésorerie excédentaire du Groupe qui a fait l'objet d'un placement sur des comptes bloqués afin d'améliorer sa rémunération et ceci à hauteur de 16 millions €.

Cette somme est comptabilisée en « autres actifs financiers » et non en « trésorerie » dans les comptes aux normes internationales.

Les autres postes de l'actif non courant ne sont pas significatifs.

Actifs courants

Les stocks s'élevaient en valeur nette à 190,5 millions € au 30 septembre 2010 contre 175,0 millions € au 30 septembre 2009, soit une hausse de 8,9%.

Le stock en valeur brute est de 207,6 millions € au 30 septembre 2010 contre 186,0 millions € au 30 septembre 2009, soit une hausse de 11,6%.

Le stock en valeur brute représente 8,9 mois de coût des ventes au 30 septembre 2010 contre 8 mois seulement au 30 septembre 2009.

Cette hausse des stocks concerne uniquement le stock de la Centrale et le stock flottant puisque le stock des magasins est en baisse. Il s'agit principalement des achats de jouets et décoration de Noël pour la période de fortes ventes de fin de l'année et de produits permanents stockés par précaution à la Centrale pour éviter les ruptures en magasin liées au délai d'approvisionnement depuis l'Asie.

Le poste « clients et autres débiteurs » en valeur nette s'élève à 11,1 millions € au 30 septembre 2010 contre 8,6 millions € au 30 septembre 2009.

L'accroissement provient principalement des avances et acomptes versés aux fournisseurs par NGT (Ningbo Gifi Trading) en Chine qui se sont accrus de près de 3 millions €.

Les autres créances s'élevaient à 33,5 millions € au 30 septembre 2010 contre 25,0 millions € au 30 septembre 2009.





Cette baisse s'explique principalement par:

- l'existence d'un trop-payé au titre de l'impôt sur les sociétés de 4,5 millions € au 30 septembre 2010,
- l'accroissement de plus de 4 millions € des postes de TVA déductible et TVA sur factures non parvenues au 30 septembre 2010 (à mettre en lien avec la hausse du poste fournisseurs et principalement des factures non parvenues au passif).

Les instruments financiers représentent la valeur des couvertures et options de change et de taux d'intérêt mis en place par GIFI au 30 septembre 2010.

Les montants figurant à l'actif sont les options qui ont une valeur de marché positive au 30 septembre 2010.

Compte tenu de l'évolution du dollar depuis le 1^{er} octobre 2009, les couvertures de change mises en place lorsque l'EUR/USD dépassait 1,40 ont une valeur positive et figurent à l'actif du bilan. Leur valeur à l'actif du bilan diminue au fur et à mesure que les échéances arrivent et que GIFI bénéficie de ces couvertures avantageuses.

Les comptes de trésorerie et d'équivalents trésorerie s'élèvent à 36,9 millions € au 30 septembre 2010 contre 21,3 millions € au 30 septembre 2009.

Cette évolution de la trésorerie est à évaluer globalement avec l'endettement net du Groupe qui figure dans les variations du passif du bilan.

Les autres postes de l'actif courant ne sont pas significatifs.

Capitaux propres

Au passif, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 219,0 millions € au 30 septembre 2010 contre 191,1 millions € au 30 septembre 2009.

La variation des capitaux propres entre le 30 septembre 2009 et le 30 septembre 2010 s'explique essentiellement par le résultat de l'exercice (+39,5 millions €) et par la distribution d'un dividende de 9,4 millions € au titre de l'exercice passé

A cela s'ajoute l'impact de la variation de valeur de marché des instruments de couverture de change et d'intérêt lorsque ceux-ci sont adossés à des achats ou à des emprunts. Compte tenu de la hausse récente du dollar, les achats à terme mis en place récemment ont un impact négatif, tandis que la valeur des couvertures de taux d'intérêt s'améliore.

Au total, ces variations de valeur des instruments financiers impactent négativement d'environ 1,7 million € les capitaux propres.

Passifs non courants

Les provisions s'élèvent à 9,4 millions € au 30 septembre 2010 contre 8,0 millions € au 30 septembre 2009.

Ces provisions couvrent principalement des litiges prud'hommaux, les indemnités de départ à la retraite et des litiges liés au droit de la concurrence ainsi que des risques liés à certaines taxes.

Les principales dotations et reprises de l'exercice ont fait l'objet d'un commentaire au niveau du compte de résultat.

Les emprunts bancaires qui figurent pour partie en passif non courant et pour partie en passif courant, en fonction de leur exigibilité à plus ou moins d'un an, affichent finalement une hausse de 6,7 millions €.





Les dettes financières au 30 septembre 2010 s'élèvent à 88,4 millions € (47,3 millions € exigibles à plus d'un an et 41,2 millions € exigibles à moins d'un an).

Les dettes financières au 30 septembre 2009 s'élevaient à 81,8 millions € (54,3 millions € exigibles à plus d'un an et 27,5 millions € exigibles à moins d'un an).

La baisse des dettes financières à plus d'un an est liée à la première échéance de l'emprunt obligataire des OBSAAR émis l'an dernier qui est positionnée au 31 décembre 2010. Elle figurait donc à plus d'un an au 30 septembre 2009 et est à moins d'un an cette année.

La hausse des dettes financières à moins d'un an doit être analysée avec précaution car dans le même temps la trésorerie s'est aussi accrue à l'actif.

Si l'on tient compte du fait que la trésorerie, à l'actif, s'est améliorée de 15,6 millions €, l'endettement court terme du Groupe ne s'est pas accru de 13,7 millions comme on peut le penser en ne regardant que le poste du passif du bilan, mais c'est, au contraire, amélioré de 1,9 million €.

Enfin, pour être tout à fait complet et mesurer de façon précise l'endettement net du Groupe, il faut aussi tenir compte des 16 millions € de trésorerie placées sur des comptes bloqués et rémunérés et figurant en « autres actifs financiers » (cf supra).

L'endettement net du Groupe au 30 septembre 2010 s'élève alors à 35,6 millions €.

Celui du 30 septembre 2009 s'élevait à 60,5 millions €.

L'endettement net a donc diminué à nouveau de 24,9 millions € (-41%).

Le ratio d'endettement (ou gearing) qui se calcule en rapportant l'endettement net aux capitaux propres passe ainsi de 0,32 au 30 septembre 2009 à 0,16 au 30 septembre 2010.

L'accroissement important de la rentabilité opérationnelle a permis ce nouveau désendettement important malgré la hausse des stocks.

Les postes « instruments financiers » figurant en passif non courant et en passif courant représentent la valeur négative des couvertures et options de change et de taux d'intérêt mises en place par GIFI au 30 septembre 2010.

Le classement à moins ou plus d'un an est fonction de l'échéance des couvertures.

Les seules couvertures existantes à plus d'un an aujourd'hui sont les couvertures de taux d'intérêt. Elles ont une valeur négative (et figurent donc en totalité au passif) car mises en place à l'époque où les taux d'intérêt étaient bien plus élevés.

Passifs courants

Les dettes fournisseurs et les autres dettes s'élèvent à 102,6 millions € au 30 septembre 2010 contre 92,7 millions € au 30 septembre 2009.

La hausse du poste « fournisseurs » doit être reliée à celle du stock. Les gros arrivages de fin d'année et le stock flottant plus importants que l'année dernière expliquent cette hausse du poste fournisseurs.

Le poste impôt exigible s'élève à 7,3 millions € au 30 septembre 2010 contre 6,5 millions € au 30 septembre 2009.

Ce poste regroupe principalement la TVA et l'impôt sur les sociétés à payer.

L'impôt à payer est en baisse de 2,2 millions € suite au « trop-payé » d'IS au 30 septembre 2010.

Inversement, la TVA à payer est en forte hausse au 30 septembre 2010 (+ de 3 millions €) du fait du décalage dans l'enregistrement des factures fournisseurs lié au changement de logiciel comptable au 1^{er} octobre 2010.





6. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Passage des magasins à l'enseigne Cash Affaires vers l'enseigne GIFI.

Ces passages se sont faits progressivement tout au long de l'année et ont concerné 7 magasins précédemment à l'enseigne Cash Affaires et rachetés en avril 2008.

Le changement d'enseigne a amené des taux de progression du chiffre d'affaires de l'ordre de 30 à 50% dans les magasins concernés. Ces progressions importantes sont de bons indicateurs de la notoriété et de l'attractivité de l'enseigne GIFI.

Restructuration de l'organisation en Belgique.

Cette restructuration comporte 3 volets principaux couvrant l'intégralité des 21 magasins belges :

- fermeture des magasins les moins rentables et sans espoir de redressement (6 magasins) : 3 magasins ont fermé au cours de l'exercice. Les 3 autres fermeront en janvier 2011 et avril 2011,
- mise sous surveillance des 8 magasins non rentables qui devront montrer un retour à la rentabilité avant la prochaine date de renouvellement de bail qui interviendra entre 18 et 36 mois,
- mise en place d'un « management de crise » en remplacement de la Direction Générale existante et préparation du passage à la franchise à travers la filialisation des 15 magasins non fermés (changement de convention collective).

Ces décisions ont conduit à constater de lourdes provisions pour les magasins fermés, mais aussi pour les magasins qui restent ouverts car le passage à la franchise nécessitera la liquidation de l'ensemble de leurs stocks.

L'ensemble des coûts de restructuration est provisionné dans les comptes clos le 30 septembre 2010 et ces coûts, compte tenu de leur caractère non récurrent et de leurs montants significatifs, sont présentés en autres charges opérationnelles dans le compte de résultat.

Rationalisation de nos frais généraux.

L'effort pour réduire les frais généraux sans pénaliser outre mesure l'activité s'est fait de trois manières :

- une optimisation des dépenses de marketing,
- un renforcement en interne du service « achats indirects » et la renégociation progressive des principaux postes de charges,
- un contrôle budgétaire renforcé et une sensibilisation accrue de l'ensemble des équipes et particulièrement le réseau sur ce sujet.

Les effets de cette politique ont pu être mesurés à travers la description de l'évolution des frais généraux faites ci-dessus.





Poursuite du désendettement.

Les bons résultats de ces dernières années, associés à une bonne gestion ont permis un désendettement significatif et très rapide du Groupe en moins de 3 ans.

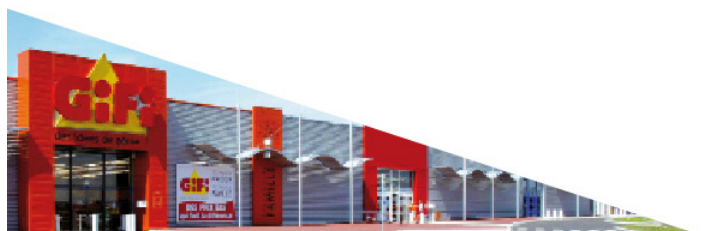
La situation au 30 septembre 2010 indique un endettement minime, mais en réalité cette « prise de vue » au 30 septembre se fait au plus mauvais moment de l'année, au moment où les stocks sont les plus élevés en vue des ventes de fin d'année. La trésorerie au 31 décembre 2010 sera excédentaire de plusieurs dizaines de millions d'euros, si bien que l'on peut considérer que l'endettement net moyen du Groupe GIFI est aujourd'hui quasi nul.

Cette situation financière excellente nous permet aujourd'hui à la fois d'augmenter le dividende à nos actionnaires et de regarder vers la concurrence pour y chercher des cibles potentielles pour notre croissance externe.

Actualités du Groupe

Sans constituer individuellement des faits marquants, le Groupe a continué son évolution et sa structuration dans les différents domaines :

- en terme de communication, le Groupe a revu à la baisse la présence à la TV compte tenu de son coût important, mais a testé de nouveaux supports comme les insertions dans les magazines TV,
- le site internet du Groupe qui reçoit en moyenne 200 000 visiteurs par semaine a été rendu marchand depuis l'été 2010 avec pour l'instant une offre volontairement réduite à 2 500 produits,
- la logistique a poursuivi l'optimisation des processus en Asie et a complété le dispositif logistique national avec un accroissement des capacités logistiques sous-traitées dans le Nord de la France,
- les systèmes d'information ont continué à évoluer avec la bascule des systèmes comptables sur l'ERP du Groupe au 1^{er} octobre 2010 et la mise en place des nouvelles normes internationales (PCI DSS) en terme de sécurité de paiement dans l'ensemble des magasins français,
- les Ressources Humaines restent une priorité du Groupe avec la création d'une classe « BTS Management des Unités Commerciales » à Marmande (47) exclusivement destinée à former les futurs Directeurs et Adjoints de nos magasins, la signature d'accords sur le maintien dans l'emploi des seniors et l'intégration des travailleurs handicapés et la distribution des stock-options à un nombre important de salariés à travers 3 plans sur l'exercice 2009/2010,
- le développement de la concession d'enseigne se poursuit avec la fusion de la société Concepts Distribution dans GIFI SA au 30 septembre 2010 et des contacts avec des groupes pouvant gérer une master franchise à l'étranger.





7. EVOLUTION PREVISIBLE ET OBJECTIFS POUR 2010/2011

Evénements depuis le début de l'exercice

- Ouvertures et agrandissements :

Depuis le 30 septembre 2010, GIFI a **ouvert 4 magasins en France d'une surface totale de 7 254 m²**, et a procédé au **transfert et agrandissement de 3 magasins** pour 3 457 m².

Les 4 magasins ouverts en France sont :

- Castres (81)
- Fameck (57)
- Feurs (42)
- Tours Nord (37).

Ils sont tous exploités de façon intégrée.

Les trois magasins transférés et agrandis sont :

- Cahors (46) – concession
- Longpont sur Orge (91)
- Vierzon (18).

- Contrat de concession d'enseigne au Maroc

Comme annoncé lors de la publication financière du chiffre d'affaires annuel début novembre 2010, GIFI a signé un contrat de concession d'enseigne et d'approvisionnement pour le territoire marocain avec le groupe BEST FINANCIERE, qui est déjà franchisé de Carrefour et Virgin Megastore pour le Maroc.

Le contrat prévoit l'ouverture d'une douzaine de points de vente GIFI dans les sept prochaines années.

Les redevances d'enseigne sont les mêmes que pour les concessionnaires en France.

Le contrat d'approvisionnement prévoit un pourcentage d'approvisionnement de 70% auprès de GIFI DIFFUSION ou par son intermédiaire et une livraison ex-works.

BEST FINANCIERE ou la société qu'elle substituera fait donc son affaire de l'importation des produits au Maroc.

Le premier magasin à l'enseigne GIFI devrait ouvrir au printemps 2011 à Marrakech.

- Evolution prévisible et objectifs pour 2009/2010

Le contexte économique restant fragile et incertain, le Groupe s'attend globalement à une année 2010/2011 plus difficile que celle qui vient de s'achever.

La consommation des ménages devrait, en particulier, être impactée par la morosité ambiante et les plans de rigueur qui se profilent.

Plus que la croissance du PIB, c'est l'impression de gain ou de perte de pouvoir d'achat qui est le moteur de la consommation.

Une immense majorité des français, à tort ou à raison, a l'impression que son pouvoir d'achat stagne ou diminue. La « crise » des retraites a fait prendre conscience que nos systèmes de protection étaient fragiles et qu'il fallait épargner.





Toutes les enquêtes de consommation l'indiquent, le consommateur va dans les mois qui viennent, y compris pour la période de Noël, privilégier les achats indispensables (alimentaires et produits utiles) et mettre un frein à tous les autres achats.

Cette évolution globale de la consommation est donc défavorable à GIFI qui opère exclusivement dans le secteur non-alimentaire et favorise l'achat-réflexe et plaisir.

Dans ce contexte général, le concept GIFI doit s'adapter ; c'est pourquoi le Groupe entend axer sa communication et sa stratégie sur :

- des « petits prix »,
- une offre abondante, originale et renouvelée,
- une politique promotionnelle adaptée.

Au moment même où la croissance du chiffre d'affaires à réseau constant faiblit et où le consommateur est fermement décidé à consommer moins, les éléments favorables des années passées s'affaiblissent :

- Les cours extrêmement bas du dollar disparaissent. De plus, la volatilité de la monnaie américaine est forte,
- Le fret maritime est revenu à un niveau normal,
- Les matières premières et la main d'œuvre en Chine augmentent fortement.

Ces tensions sur le chiffre d'affaires d'un part et sur les achats d'autre part vont inévitablement conduire à une diminution des marges.

Dans ce contexte délicat, la stratégie de GIFI pour 2010/2011 va principalement consister à :

- Préserver une croissance à réseau constant supérieure ou égale à zéro grâce à un élargissement de certaines gammes.
- Limiter la baisse de la marge brute.
- Continuer les efforts entrepris sur les frais généraux.
- Poursuivre la politique d'ouverture d'une trentaine de nouveaux magasins par an et le développement de la concession d'enseigne.
- Veiller à l'écoulement des stocks, en particulier les plus anciens.

L'année 2010/2011 a commencé pour GIFI depuis le 1^{er} octobre 2010. Les premiers mois d'activité ont été marqués par des intempéries significatives fin novembre et début décembre qui ont été très pénalisantes pour le chiffre d'affaires. Il est probable qu'une partie de ce chiffre d'affaires ne pourra être « rattrapée » d'ici le 31 décembre 2010 et que la croissance à réseau constant pour le premier trimestre de l'exercice sera négative.

A l'inverse, l'élargissement de l'offre « jardin » et « mobilier de jardin » prévu pour le printemps devrait permettre des croissances positives au 2^{ème} et surtout 3^{ème} trimestre de l'exercice 2010/2011. L'objectif fixé sera donc de terminer l'exercice 2010/2011 avec une croissance de l'activité à réseau constant.

En plus de cette croissance à réseau constant, l'activité devrait être favorisée par un nombre toujours important d'ouvertures à l'enseigne GIFI.

L'objectif est d'ouvrir au moins 30 magasins à l'enseigne GIFI sur ce nouvel exercice.

Les surfaces des magasins ouverts seront supérieures à celles de l'exercice précédent et seront des ouvertures « ex nihilo » (à la différence de l'exercice dernier où 7 ouvertures étaient des transformations de magasins à l'enseigne « Cash Affaires »). La progression du chiffre d'affaires global sera donc mécaniquement supérieure à celle de cette année.





Le principal objectif de GIFI pour 2010/2011, outre le développement de son chiffre d'affaires à réseau constant, sera le maintien de sa rentabilité opérationnelle.

Cet objectif sera difficile à atteindre sur le premier semestre qui avait bénéficié en 2009/2010 de conditions de marges exceptionnelles liées au cours du dollar et au prix du fret maritime.

Le second semestre 2010/2011 bénéficiera, par contre, d'un effet de base nettement plus favorable.

C'est pourquoi le Groupe s'est fixé comme objectif pour l'exercice 2010/2011 d'avoir une rentabilité opérationnelle courante au moins égale à celle de cette année qui s'est élevée à un peu plus de 65 M€.





8. ELEMENTS DE REFLEXION STRATEGIQUE A MOYEN TERME

Le Groupe estime le potentiel de magasins GIFI en France à 500 magasins (hors Paris intra-muros).

Compte tenu du rythme d'expansion actuel et de l'apport de la concession d'enseigne à cette stratégie de maillage du territoire, cet objectif de 500 magasins en France devrait être atteint en 5 à 6 ans.

La surface moyenne des magasins GIFI est actuellement un peu supérieure à 1 500 m². Les magasins ouverts se situent généralement au-dessus de cette fourchette. Le Groupe va donc poursuivre sa politique de transfert-agrandissement pour amener progressivement tous les magasins de taille réduite à une surface de plus de 1 800 m².

Compte tenu de ces éléments, GIFI estime que le potentiel de chiffre d'affaires à long terme en France est du double du niveau actuel et que le chiffre symbolique du milliard d'euros de chiffre d'affaires peut être atteint dans les 5 à 6 ans à venir.

A l'étranger, l'Espagne reste un pays prioritaire pour le développement de part sa proximité géographique et culturelle, mais l'expansion y est « gelée » pour l'instant, compte tenu des difficultés économiques et financières importantes et durables que traverse le pays.

Les axes de développement à moyen terme pour GIFI se situent dans les pays limitrophes de la France et dans le Bassin Méditerranéen.

Des études de marché préalables sont en cours pour certains pays, sans qu'aucune décision ne soit prise à ce jour, à l'exception du Maroc où un contrat de franchise a été récemment signé (cf supra).

La concession d'enseigne sous forme de « Master Franchise » est la solution la plus souvent envisagée pour ces pays.

Ce développement ne pourra intervenir qu'à moyen terme car GIFI doit d'abord tester son savoir-faire dans ce domaine à l'étranger et adapter ses propres structures et systèmes d'information.

Le renforcement de la présence de GIFI en Asie devrait aussi permettre à terme de développer une activité de négoce au départ de l'Asie.

Cet axe de développement n'est envisageable qu'à moyen terme compte tenu de la nécessité de renforcer préalablement les structures en Asie (création de salles d'échantillon, renforcement du sourcing, ...) et d'adapter les systèmes d'information locaux.





9. INFORMATIONS A CARACTERE JURIDIQUE ET FINANCIER

Proposition de distribution de dividende :

Le Conseil d'Administration, réuni le 13 décembre 2010, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires (convoquée pour le 15 mars 2011) la mise en paiement d'un dividende de 3,00 € par action (contre 1,50 € l'exercice dernier).

Ce dividende, qui représentera (sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale) environ 48% du résultat net consolidé, permettra aux actionnaires de bénéficier de l'amélioration très significative à la fois de la rentabilité du Groupe et de sa situation financière.

Cotation : Euronext, Compartiment B

Indice : CAC Allshares

Code ISIN : FR0000075095 - Reuters : GIFP.PA - Bloomberg : IGF FP

CONTACTS :

Jean-Dominique DEPELLEY – Secrétaire Général
Stéphane NETTO – Directeur Comptable et Financier
contactfinances@gifi.fr
Tél : 05 53 40 54 54 - Fax : 05 53 40 54 64
Site Internet : www.gifi.fr

